

## La cosmo-biologie de l'*Homo deregelatus*

Armand Mattelart et Michèle Mattelart

Volume 4, numéro 2, automne 1986

Les industries culturelles : un enjeu vital!

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002002ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002002ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mattelart, A. & Mattelart, M. (1986). La cosmo-biologie de l'*Homo deregelatus*. *Cahiers de recherche sociologique*, 4(2), 19–38. <https://doi.org/10.7202/1002002ar>

# LA COSMO-BIOLOGIE DE L'HOMO DEREGULATUS\*

Armand et Michèle MATTELART

## 1. Un nouveau théâtre darwinien

Un maître mot domine aujourd'hui, au plan international, les scénarios politiques et industriels qui président à la mise en place des nouveaux systèmes d'information et de communication: la déréglementation. Nous avons déjà signalé le danger qu'il y a à confiner la définition du processus de déréglementation dans la sphère technique <sup>(1)</sup>. Nous insistions alors sur le fait que, portées par la logique de la déréglementation, s'installent de nouvelles références théoriques. Parmi ces références qui montent, la référence biologique. Le langage du social ne suffit plus pour décrire les reconquêtes industrielles, les nouvelles stratégies de sortie de crise par les hautes technologies de l'information. C'est au vocabulaire biologique qu'il est demandé de décrire les régulations métaboliques de cet immense et cosmique organisme: le capitalisme. Terrain d'élection de ce discours: l'Amérique reaganienne.

On aurait pu croire que le capitalisme américain avait parachevé depuis longtemps sa philosophie du marché. Norbert Wiener, le père de la cybernétique et de la nouvelle science de l'information, n'écrivait-il pas en 1948 en prologue à son ouvrage traduit en français sous le titre *Cybernétique et société*:

«Mon livre est destiné principalement à des Américains, vivant dans le milieu américain; les questions d'information y sont appréciées selon le critère standard américain: une chose vaut, comme marchandise, parce qu'elle rapporte sur le marché libre. Telle est la doctrine officielle d'une orthodoxie à laquelle, pour un habitant des États-Unis, il devient de plus en plus périlleux

---

\* Extrait de A. et M. Mattelart, *Penser les médias*, Paris, La Découverte, 1986 (sous presse). Reproduit avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

de résister. Peut-être se-rait-il utile de remarquer que cette doctrine ne représente pas une base universelle de valeurs humaines; qu'elle ne correspond ni à la doctrine de l'Eglise qui recherche le salut de l'âme, ni à celle du marxisme pour lequel une société n'a de valeur que par la réalisation d'idéaux spécifiques du bien-être humain. Le sort de l'information dans le monde typiquement américain est de devenir quelque chose qu'on peut vendre ou acheter. Ce n'est pas à moi d'ergoter sur la moralité ou l'immoralité, la grossièreté ou la subtilité de cette attitude mercantile. Mais j'ai le devoir de démontrer qu'elle conduit à l'incompréhension et au maltraitement de l'information et des notions qui en dépendent» (2).

On aurait pu croire que la loi du marché faisait partie intégrante de la nature sociale de cette nouvelle nation. Or, on apprend que cette loi y était jusqu'à présent bridée par l'intervention excessive de l'État. À en croire les magazines économiques et financiers des États-Unis, le débri-dement ne ferait que commencer:

«La déréglementation, signale *Business Week*, depuis celle qui affecte les banques jusqu'à celle qui touche les télécommunications, a ouvert à l'«instinct animal du capitalisme» des marchés naguère contrôlés» (3).

La référence biologique s'installe au coeur du discours de la déréglementation. Elle se déploie sur la toile de fond du nouveau théâtre darwinien. Les nouvelles libertés octroyées par le marché consacrent la liberté de vaincre: que le meilleur gagne. La tension entre liberté et égalité qui a marqué depuis ses origines la démocratie américaine se résout au profit de la première: les discours sur la liberté décollent en flèchent et se font hyperboliques, tandis que l'égalité reste clouée au sol.

Un thème hante le discours de la reconversion industrielle par les technologies de pointe, celui de l'adaptation. Comme le disait un universitaire américain aux syndicalistes de Longwy, venus visiter la ville de Pittsburgh en Pennsylvanie pour y observer de près la réalité du redéploiement industriel à l'américaine, pris comme référence par le gouvernement socialiste dans son programme de modernisation des zones sinistrées de la sidérurgie: «Il y a une ou peut-être même deux générations sacrifiées: c'est comme les animaux, pour survivre il faut s'adapter» (4).

Redevenue le symbole de la vitalité du capitalisme, l'Amérique de la nouvelle «Nouvelle frontière» clame haut et clair que la crise n'est qu'un accident de parcours, un ajustement normal du «cycle d'autorégulation organique» du capitalisme. En contrecoup, l'Europe ressent sa propre anémie. De retour des États-Unis, les président-directeur général de Schlumberger dressait en février 1985 un bilan sans complaisance du défaitisme européen:

«Face à ces mondes en expansion, le défaitisme européen est accablant. Accablant parce qu'il est d'abord une attitude de l'esprit européen. Accablant parce qu'il couvre toute l'Europe, du nord au sud, conservatrice ou socialiste. Ce n'est pas le hasard si les Cassandres sont quasiment tous européens. Pour justifier leur pessimisme, il ne reste, en effet, qu'à attendre l'effondrement des autres» <sup>(5)</sup>.

## 2. L'effet jeunes

Un nouveau facteur apparaît en économie: l'effet de génération. Aux États-Unis, le groupe emblématique est celui des *yuppies*, les jeunes professionnels urbains qui ont entre vingt-cinq et quarante ans, nouveaux capitaines d'industrie dont le sens magique de l'improvisation fait particulièrement merveille dans le «boom» des industries *high-tech*, c'est-à-dire de haute technologie. La jeunesse devient une catégorie explicative de la reconquête. Sa vitalité biologique qui propulse son esprit d'entreprise s'accommode de ce qui apparaît comme un retour en force du conservatisme, idéologie *naturelle* (elle aussi) des jeunes générations.

Avec la déréglementation et le nouveau champ compétitif qu'elle ouvre, pour ceux qui ont le privilège de rester dans le dispositif de production, c'est la découverte de la valeur pouvoir qui est en train de s'opérer, mieux c'est la découverte du plaisir du pouvoir. La société fordiste n'a pas seulement dépouillé l'ouvrier de son savoir-faire; elle n'a pas seulement permis aux patrons de s'approprier la part intellectuelle du travail ouvrier; elle a aussi enfermé les acteurs de la production industrielle dans le cadre hiérarchique, même si les porteurs de la technique, l'ingénieur et le technicien n'étaient évidemment pas logés à la même enseigne face au patronat que l'exécutant, l'ouvrier spécialisé. Pour la nouvelle entreprise, «...abatte la pyramide de l'organisation et de la direction est le mot d'ordre qui retentit de la Silicon Valley à la Monongahela Valley» <sup>(6)</sup>.

Ce que la crise a enseigné et entraîné, c'est que le petit est complémentaire du grand et vice versa. Une double évolution se dessine: d'une part, l'essor des conglomerats et des transnationales; d'autre part, celui des petites unités autonomes, éventuellement à l'intérieur des grandes structures.

À la recherche de la productivité par la décomposition progressive des tâches en gestes élémentaires, par la simplification des normes de travail, la division des fonctions de planification et d'exécution, l'exercice d'un contrôle-surveillance direct, fait pendant une même quête de productivité cette fois grâce à un organigramme simplifié, aux échelons relativement peu marqués, où les différents niveaux d'autorité et de privilège perdent de leur rigidité. L'objectif: arriver à ce que l'esprit d'entreprise pénètre à ce point la mentalité du nouveau cadre qu'il effectue son travail comme s'il gérait sa propre entreprise, chacun s'identifiant à son poste comme à sa propre PMI. Nouvelle morale du travail. Nouveau mode de captation des énergies. Mouvement de déconcentration des pouvoirs et de décentralisation des décisions.

C'est dans cette nouvelle architecture que se définit la revalorisation d'une valeur qui était en chute libre: l'attrait du travail, parce que le travail n'est plus seulement ce par quoi on gagne sa vie et ce par quoi on accède à la prospérité économique, mais ce par quoi on «gagne», ce par quoi on devient un acteur dans le champ du pouvoir. La vieille génération acceptait de remettre à demain la récompense du labeur quotidien. La nouvelle génération trouve sa récompense dans la jouissance du travail, devenu synonyme de défi, de créativité, de dépassement continu de ses propres limites.

Une nouvelle culture de l'entreprise est en train d'émerger. Naissance souvent douloureuse car, contrairement à ce que laissent entendre les discours dithyrambiques sur la nouvelle ère tenus par les magazines financiers et économiques des États-Unis, la résistance de l'ancienne hiérarchie industrielle est réelle.

Cette culture découpe un profil de nouveaux managers, *the new corporate elite*. Si l'on voulait faire son portrait-robot, voici quels en seraient les traits distinctifs. Contrairement à l'ancienne élite qui n'avait comme horizon que les frontières des États-Unis, la nouvelle élite est «totalement internationale». Le marché sur lequel elle se meut est l'économie-monde. Contrairement à la réserve et à l'ascèse légendaire de la plupart des grands capitaines d'industrie de naguère, la publicité et la célébrité de l'image publique sont devenues des ingrédients essentiels du succès: autrement dit, nécessité d'une haute visibilité. La nouvelle élite

se dit par principe «égalitaire» et cet égalitarisme défini comme le règne du mérite ou méritocratie est allergique aux grandes organisations comme l'État et les syndicats (d'ailleurs relativement absents du secteur des technologies de pointe). Volontiers populiste, cette nouvelle élite propose au monde du travail le statut d'associé ou de partenaire. La notion de participation sous forme d'intéressement au profit et à la gestion devient une notion clé. La nouvelle élite est ennemie de tout macro-sujet qui noie l'individu dans la bureaucratie collective, comme elle l'est de cette ancienne classe de chefs qui avaient accepté d'annuler leur personnalité en échange de la sécurité et de la reconnaissance que leur offrait une entreprise modelée par la bureaucratie des affaires. Mais surtout cette nouvelle élite a un autre rapport au social et au politique. Elle assume des positions sur l'immigration, le protectionisme, la défense, le transfert de technologies, les débats dans les grandes organisations internationales (7).

Pour les partenaires de l'entreprise largement internationalisée, l'acquisition des valeurs propres à cette culture de l'entreprise revêt plus d'importance que les apprentissages techniques. Si cette culture respecte les spécificités nationales, ces dernières n'arrivent à constituer que des «sous-cultures nationales», à l'intérieur de la matrice d'une culture commune. Cette culture commune s'exprime dans l'internationalisation des «styles de vie», de cette nouvelle classe qui reconnaît ses pairs sous toutes les latitudes.

Cette nouvelle façon de concevoir le rapport à l'entreprise n'a pas attendu la nouvelle vague du *small is beautiful* pour préciser ses traits fondateurs: déjà dans les années soixante-dix les grandes organisations comme IBM avaient pensé le système socio-mental optimal pour mobiliser toutes les ressources de l'individu. Dans cette perspective, il est intéressant de rappeler les analyses réalisées par quatre chercheurs français qui pendant plus de cinq ans observèrent les modes d'exercice du pouvoir dans cette organisation hypermoderne qu'était déjà à l'époque IBM.

Le trait marquant était l'extension spectaculaire du pouvoir de la sphère économique aux sphères politique, idéologique, et psychologique. Au niveau politique, par exemple, c'était la mise en oeuvre de la dialectique centralisation-décentralisation (la décentralisation croissante s'opérant dans le cadre d'une centralisation accrue au niveau des règles et des stratégies). Au niveau psychologique, ces chercheurs repéraient les moyens par lesquels l'organisation agissait en profondeur sur l'inconscient individuel et restructurait les systèmes de défense de l'individu. L'organisation agit à la fois comme machine à anguisse (par

sa puissance objective, par la dépendance où l'individu se trouve placé vis-à-vis d'elle, par son système de contrôle omniprésent) et comme machine à plaisir: elle offre à l'individu des types de plaisir, principalement sado-masochistes (conquête des marchés, dépassement des autres dans le jeu de la carrière, victoire sur soi-même à la poursuite d'un idéal inaccessible), conformes à sa logique et qui le protègent contre l'angoisse qu'elle entretient par ailleurs. Véritable système socio-mental puisque les politiques de l'organisation et les structures inconscientes de l'individu sont étroitement imbriquées <sup>(8)</sup>.

Cette esquisse d'un aspect souvent méconnu *Homo deregulatus* ne vient-elle pas à point nommé nous rappeler que dans le monde contemporain le principe de plaisir n'est pas seulement à l'oeuvre comme le plaisir de la consommation du loisir, mais qu'il est le fondement même du principe de réalité, dans le jeu de destruction/construction des structures de pouvoir sur les scènes nationale et internationale.

Dans le dos des Cassandres, les *yuppies* font des adpètes dans le vieux monde. Alain Minc se voit décerner par *Business Week* le titre de leader intellectuel des *yuppies* français. Devenu l'un des patrons de Saint-Gobain, une des plus importantes compagnies françaises nationalisées par le gouvernement socialiste, Alain Minc affirme s'être départi des quelques scrupules «service public» encore présents dans le rapport qu'il cosignait avec Simon Nora en 1978 et son diagnostic est clair:

«Si la gauche française ne s'adapte pas au libre marché, elle risque l'extinction ... L'avenir est aux rebelles des années soixante, les soixante-huitards, qui dans les années quatre-vingt mettent leur esprit rétif au service de l'establishment industriel français ... Si la chance leur est donnée, ils seront à la base de la reconquête économique comme cela s'est passé aux États-Unis» <sup>(9)</sup>.

Le nouveau héros de la sortie de crise est le décideur. Sa qualité, l'esprit d'entreprise:

«...cocktail d'envies: celles du pari et du risque, de l'autonomie et de la responsabilité, du profit et du capital, de l'innovation et de la différence. Toutes convergent vers le goût du changement, comme opportunité, comme levier, comme défi, comme méthode» <sup>(10)</sup>.

L'entreprise, et à sa suite la forme particulière de l'esprit d'entreprise qu'elle inspire, devient le moteur de l'histoire. A l'horizon, c'est la mémoire des luttes sociales qui s'évanouit comme si le mouvement historique n'avait servi qu'à sublimer toutes les contradictions dans cette irrésistible ascension de ceux dont «...l'acte le plus quotidien de leur vie professionnelle est de décider» (11).

Catégorie négligée par les théoriciens de la gauche pendant des décennies, la jeunesse — et sa chaîne de connotations: vitalité, esprit d'initiative, innovation, esprit d'entreprise, audace, risque et goût du jeu — devient une catégorie mythique. Comme l'aurait dit le premier Barthes, elle permet de voir du lisse là où il y a aspérités et ségrégations sociales. Elle permet par ailleurs de purifier et d'innocenter l'histoire des glissements successifs d'une génération partie en 1968 pour refaire le monde et se retrouvant dans les années quatre-vingt refaisant l'entreprise. Une génération qui retrouve les idoles qu'elle avait brûlées. Il appartient à un historien américain de décrire cette nouvelle fascination:

«Pour les jeunes Français, l'Amérique est aujourd'hui un pays très séduisant: en raison d'un certain mode de vie social, de l'activité culturelle et artistique. C'est par ce biais-là que les Américains ont réussi — peut-être sans le vouloir — à désamorcer dans la jeunesse française l'anti-américanisme. Et au fur et à mesure que ces jeunes accèdent à des positions plus importantes dans votre pays, ils apportent une plus grande ouverture d'esprit sur le monde américain. Je crois que c'est un des phénomènes de l'après-68. On a beau dire, avec raison, que 1968 c'est, comme 1848, un tournant dans l'histoire qui n'a pas tourné, il y a quand même eu un changement et, en particulier, entre l'Amérique et la France, sa jeunesse, ses intellectuels» (12).

### 3. L'histoire néo-libérale

«L'histoire, c'est du bidon», déclarait en 1920 Henry Ford. Si le fordisme auquel il donna son nom et qu'il expérimenta sur ses chaînes de montage automobiles est sur le déclin, cette petite phrase lancée au seuil de sa conquête industrielle (*History is Bunk*) semble en revanche se porter au mieux.

Lors d'un symposium sur le docudrame américain, Gore Vidal rappelait ce que chacun sait, à savoir que l'Histoire, c'est ce «...dont



nous choisissons de nous souvenir» (13). Avec la nouvelle ère ouverte par la déréglementation institutionnalisée, la nouvelle classe a décidé de ne pas se souvenir de certains événements qui ont permis que le présent soit ce qu'il est. Le passé est reconstruit à partir de la planète centrale autour de laquelle se réagencent l'ensemble des institutions: le marché. Expliquant pourquoi le salaire des femmes avait augmenté beaucoup plus considérablement que celui des hommes aux États-Unis dans les dernières années, un professeur d'économie, président de la faculté qui fut le berceau de l'école néo-libérale de Milton Friedmann, avançait:

«Ce sont les forces du marché qui travaillent dans le plus grand silence et non pas les actions politiques qui attirent tant l'attention et font tellement parler d'elles qui ont été les plus déterminantes pour modifier le statut économique des femmes dans notre société... La croissance de l'emploi et des salaires féminins s'explique principalement par les forces du marché plus que par les législations sur le droit civil, les programmes volontaristes ou le mouvement des femmes... La législation inspirée du principe «à travail égal, salaire égal» ne peut pas expliquer à elle seule la diminution de la différence entre le salaire des hommes et le salaire des femmes dans les quinze dernières années. La preuve en est que ce fossé s'est également comblé dans des pays comme l'Italie et le Japon [sic, car c'est faux] qui n'ont pas introduit une telle législation »(14).

Ce plaidoyer «bio-économique» pour la reconnaissance du potentiel progressiste du marché était directement destiné à justifier l'opposition que l'administration Reagan avait faite à l'*Equal Rights Amendment* dès le début de la première période présidentielle, opposition qui avait déchaîné les protestations actives du mouvement féministe. La déréglementation signifie le recul de la loi, puisque c'est la loi qui opprime. Moins d'État, moins de législation, plus de marché, c'est investir sa confiance dans la spontanéité. Par un de ces curieux effets de passe-passe dont l'histoire est coutumière, voilà le déterminisme économique investi non plus par le matérialisme économiste du marxisme orthodoxe, mais par ses adversaires, les héritiers d'Adam Smith!

Ce n'est là que la pointe de l'iceberg. L'histoire est celle des faits et un fait est un fait. Les vieux principes du néo-positivisme reviennent à la charge. Réinvestissant à l'envi, en mélangeant archaïsme et post-modernité, la vieille métaphysique d'Auguste Comte, l'organisme biologique de Durkheim, le modèle social-darwiniste de la «survivance des plus aptes» dans «la lutte pour la vie», et le modèle

cybernétique, s'installe l'idée d'une société épistémologiquement assimilée à la nature. La loi de l'État, qui est celle — on l'oublie trop souvent — de ses agoras, de même que les actions humaines sont délégitimées au profit des lois naturelles, c'est-à-dire des lois invariables, indépendantes de la volonté et de l'action humaines.

Ainsi conçue dans cet ordre naturel, la société sélectionne les institutions les mieux adaptées pour son bien. Nul besoin d'intervenir, puisque la sélection naturelle opère là aussi et que là aussi c'est le meilleur qui gagne.

Comme un fait est un fait, un jugement de fait n'est pas un jugement de valeur. Ce débat ne met pas seulement en lice les écoles de la pensée sociologique et économique. Il concerne tout aussi bien les conceptions philosophiques de l'information. Il revitalise l'idée de la transparence du dispositif médiatique. Un fait est un fait. L'information, c'est le fait dans la matérialité qu'on lui reconnaît. Cette belle logique qui a le charme des choses simples se soutient d'un total refus d'admettre que l'information est d'abord et avant tout une production de sens et non l'exhibition d'un objet trouvé. Il faut souscrire à l'idée parallèle que les libertés individuelles bourgeonnent sur le grand arbre d'une société située sous le signe de rapports pacifiques, ahistoriques, pour reconnaître comme légitime l'idée d'une liberté de communication définie par nature comme transparente et donnée à priori, oblitérant le poids de la violence symbolique ou de la violence matérielle dans les rapports humains.

#### 4. Libre flux et autorégulation

Depuis 1970, l'administration et les milieux d'affaires américains n'ont cessé de rappeler que s'il y avait une règle qui devait présider aux rapports entre les nations, c'était bien celle du «libre flux de l'information» (*free flow of information*). Née à la fin du second conflit mondial, cette doctrine accompagna l'expansion internationale de la puissance américaine qui, sortie de la guerre avec un potentiel économique et militaire renforcé, renonce au protectionnisme et s'affirme comme le leader du «monde libre». Cette doctrine de la libre circulation de l'information venait compléter cette autre doctrine de la libre circulation des capitaux, des marchandises et des ressources <sup>(15)</sup>.

Les années soixante-dix furent particulièrement fertiles en questionnements de cette doctrine dont l'application se voulait universelle. Les nouvelles nations, émergeant des processus de décolo-

nisation ou de libération, rétorquèrent aux États-Unis que la liberté des uns finit là où commence la liberté des autres. Reprenant l'expression lancée dans les années vingt par Rosa Luxemburg, un délégué de l'Inde au cours d'un des nombreux débats sur la libre circulation de l'information qui eurent lieu tout au long de la décennie passée montrait bien les limites du sophisme libéral: «Le *free flow*, c'est comme un renard libre parmi des poulets libres!» Car si tous sont égaux devant la doctrine, l'existence des grands déséquilibres fondamentaux et la réalité des rapports de force entre les nations font que les uns sont plus libres que les autres. Rien n'y fit. Le gouvernement américain, après un bref mouvement de repli, décida ou menaça de se retirer de toutes les places internationales où était mise en question la doctrine du libre flux. Et ce fut la rupture avec l'UNESCO, l'institution internationale qui avait été amenée à servir d'hôte principal à ces revendications nées dans les pays du tiers monde.

Qu'on le veuille ou non, on ne pourra plus dorénavant poser la question des systèmes de communication internationaux de la même façon qu'on le faisait avant que ne fassent irruption sur la scène internationale ces revendications venues du Sud. Et, en cela, nous concordons pleinement avec l'affirmation du professeur britannique James Halloran:

«D'aucuns pensent à l'heure actuelle que la recherche menée sous l'égide de l'UNESCO devrait abandonner l'étude de problèmes tels que «le droit à la communication» au profit de «problèmes plus concrets». Mais quels sont-ils ces «problèmes concrets»? Rien d'autre, ou peu s'en faut, que les micro-questions prudentes, «exemptes de tout jugement de valeurs», des positivistes de l'ancien temps qui, consciemment ou non, servaient si bien le système. Il s'agit clairement d'une tentative à peine déguisée de retour à l'époque où la recherche avait pour fonction de servir le système, non de le remettre en question, de le contester ou d'essayer de l'améliorer. On distingue alors mieux le contexte politique dans lequel la recherche en matière de communication de masse se situe. Non que la recherche se soit brusquement politisée: une situation d'équilibre est plutôt en train de s'instaurer à mesure que la recherche *dont la politisation est latente* est mise au défi par l'évolution *ouvertement politique* du monde» <sup>(16)</sup>.

On ne saurait dans ce contexte départager les plaignants selon l'axe Est/Ouest. Car si, dans ces débats, l'Union soviétique a pu accompagner les revendications du tiers monde dans sa contestation du

libre flux au nom même de la nécessité de continuer à fermer ses frontières, elle était en revanche pour le moins réticente lorsque certains représentants d'organisations non gouvernementales issus de pays du tiers monde mais également de grands pays industrialisés firent valoir la nécessité d'accompagner le rééquilibrage des flux mondiaux d'information de sa contrepartie interne, à savoir le droit à la communication des différents groupes sociaux constituant chaque nation. Aux diatribes des représentants des États-Unis contre ces nouveaux concepts de «communication populaire», «communication alternative», «communication de base», «communication horizontale», accusés de faire le lit du communisme international, répondaient les suspicions des Soviétiques retrouvant pour l'occasion les vieux slogans contre «la maladie infantile du spontanéisme», vieille ruse du capital.

Sous les critiques des États-Unis pointait la proposition d'une alternative néo-libérale de coopération internationale. Comme l'écrivait William Harley, précisant les vues du département d'État: «Le divorce d'avec l'UNESCO stimulera l'empressement des milieux d'affaires et des milieux industriels des États-Unis à soutenir des projets de développement en matière de communication». Et de préciser que le gouvernement des États-Unis «...avait récemment fondé au sein du département d'État un nouveau bureau pour les initiatives du secteur privé (Office of Private Sector Initiatives)» (17). C'était là chose logique. Car ce qu'enseignent les débats sur le nouvel ordre international de l'information, c'est que loin de n'avoir concerné que l'administration américaine, ils ont mobilisé l'ensemble de l'*establishment* industriel, médiatique et publicitaire des États-Unis. Une confirmation supplémentaire du fait que dorénavant l'acteur industriel est appelé à intervenir sur des dossiers qui ne ressortissent pas à sa traditionnelle compétence (18).

Il n'y a donc pas moyen d'interpréter la décision des États-Unis sans tenir compte de cette contre-stratégie de privatisation qui consacre la montée de nouveaux acteurs à part entière sur la scène politique internationale: les grandes firmes privées. Cette façon de déstabiliser l'idée de la représentativité démocratique au plan international — sous prétexte de l'excessive politisation des débats — est cohérente avec le processus de déréglementation. Le marché et sa loi sont propulsés comme relais politiques. Le principe de l'autorégulation du marché est opposé à cet autre principe fondé sur la nécessité d'établir une règle de droit international qui préside aux relations internationales d'information et de communication.

Au centre de la pensée sur le libre flux, un postulat implicite: la non-existence de rapports de force dans l'aménagement du monde.

Jusqu'à la fin des années soixante, cette doctrine avait été tempérée par les politiques d'assistance et de coopération internationale du *Welfare State*. Avec la philosophie du marché (*Trade, not aid*), elle se montre sous une lumière crue. Les macro-sujets économiques deviennent des éléments naturels de l'univers post-industriel. S'ils ont commis dans les années soixante des abus de pouvoir, s'ils ont comploté contre certains régimes populaires, ce n'était que péché de jeunesse. Devenus adultes, ils ont acquis leur discipline de croisière qui se confond avec la discipline du marché. Acquérent cette naturalité, ils perdent le caractère d'agents historiques d'un mode d'accumulation du capital et donc d'un modèle particulier de développement.

Que le rapport des transnationales avec les États-nations et les sociétés civiles des divers pays où elles s'installent, où elles exportent leurs produits ait changé, qui peut le nier? Le capital américain n'est plus le seul à agir sur la scène internationale. Les grands pays industrialisés ont leurs propres sociétés transnationales. Le tiers monde que l'on croyait réalité économique compacte s'est fragmenté, laissant apparaître un lot de pays relativement privilégiés face à une grande masse d'affamés. Et les «nouveaux pays industriels» ont quelques transnationales qui servent de repoussoirs à l'idée d'un monde bipolarisé.

Les pays qui continuent à croupir dans la misère ont dorénavant une étoile à suivre. Commentant les propos du président Reagan sur l'avènement d'un «nouveau modèle de développement», la revue *Fortune* écrivait en novembre 1981:

«Le président Reagan avait sûrement à l'esprit Hong-Kong et Singapour lorsqu'il souligna dans un récent discours que les pays en voie de développement dont la croissance est la plus rapide en Afrique, en Asie et en Amérique latine sont véritablement ceux qui procurent la plus grande liberté économique à leurs peuples: liberté de choisir, liberté de propriété, liberté de travailler dans un emploi de son propre choix, liberté d'investir dans un rêve pour l'avenir. L'approche du développement à partir de l'optique de l'entreprise privée n'est pas que du fétichisme idéologique. Elle est la seule à avoir donné des fruits» <sup>(19)</sup>.

Tout est bon pour encenser le marché et sa force de régulation des inégalités au niveau national comme au niveau international. Mais les nouveaux pays industriels que l'on a l'habitude de citer en exemples ne sont pas précisément des modèles où l'État a lâché du lest. Que l'on pense à Taiwan, à la Corée du Sud, au Brésil, ou à Singapour. L'État

omniprésent a été le grand timonier du décollage technique et scientifique de ces pays, dans le cadre de la doctrine de la sécurité nationale et souvent au prix du muselage de l'opposition, voire de sa répression sanglante.

La célébration de la discipline du marché, l'idée de l'autorégulation des grandes firmes transnationales occultent les parties de bras de fer avec les pays hôtes, qui ont jalonné depuis 1970 la régulation forcée (et jamais naturelle) de ces acteurs principaux du modèle de développement du capitalisme international <sup>(20)</sup>. C'est en effet parce que l'État brésilien et l'État indien, les scientifiques, les professionnels, les groupes de la société civile de ces pays ont imposé les normes d'une stratégie de récupération industrielle aux grandes transnationales de la technologie de l'information que ces nations ont pu devenir productrices et exportatrices de micro-ordinateurs et même déjà de certains systèmes de banques de données. Et ce n'est certainement pas le principe d'autorégulation qui a forcé la firme transnationale Nestlé à réglementer ses campagnes publicitaires pour les aliments infantiles. L'idée d'une autorégulation spontanée est d'ailleurs niée par les firmes transnationales elles-mêmes, qui confessent avoir appris à tirer les leçons de leurs démêlés avec les mouvements de protestation contre leurs exactions <sup>(21)</sup>.

Les discours de crise favorisent une vision du tiers monde comme ensemble de nations que leur dette extérieure met à genoux et oblige à capituler. C'est aussi de cette image que se nourrit l'idée de la fin d'un tiers monde revendicatif et belligérant. Mais le démenti est quotidien. Comme est quotidienne, concrète et tangible l'expérience que fait un habitant du tiers monde du poids de ces firmes.

Les débats menés depuis 1970 sur les stratégies des firmes transnationales dans le champ de l'information et de la communication, laissent un enseignement théorique important. Aujourd'hui, le modèle de développement transnational est plus que la somme des transnationales. A mesure que ces firmes, toutes origines confondues, s'intègrent dans le paysage national et dans la trame des tissus sociaux spécifiques, se déplacent les terrains de médiation et de négociation de cette incessante guerre de positions qu'entretient l'internationalisation des modes de vie et des économies. Aujourd'hui, le modèle de développement transnational est de plus en plus une structure portée par des acteurs multiples aux alliances croisées où secteur privé et secteur public, capital national et capital international combinent leur rôle dans la redéfinition de l'État-nation. Un État qui garde son pouvoir gestionnaire et devient en même temps la zone de transit de stratégies de

pouvoir et de contre-pouvoir qui, ou bien le dépassent, ou bien ne le reconnaissent plus comme périmètre de référence. Concédonsons à Daniel Bell d'avoir vu clair sur ce point: «Les États nationaux deviennent trop grands pour les petits problèmes de l'existence et trop petits pour les grands problèmes» (22).

#### 4.1 *La sécurité contre la liberté du marché*

Sous le tracé des voies buissonnières et aventureuses du marché libéré, resurgit la vieille topographie du macro-sujet militaire.

L'idée de la «sécurité nationale» pèse beaucoup plus sur le devenir des systèmes de communication que ne le laissent croire les discours sur l'électronisation de la vie quotidienne. On sait qu'en France dans ce document fondateur qu'a été le rapport Nora Minc, la question de la sécurité nationale est largement éludée, les deux auteurs se contentant d'aménager les «retombées» civiles du développement des technologies d'information. Tout au plus est-il fait allusion à la limite que représente l'impératif de sécurité nationale pour définir et circonscrire le droit de l'individu à l'information. La sécurité nationale devenant l'argument d'autorité à partir duquel il n'est plus possible de revendiquer la protection d'un droit individuel.

En revanche, dans le rapport que les experts américains estiment être l'équivalent pour leur pays du rapport Nora-Minc, un chapitre entier est consacré à la sécurité nationale. Et sur les six grands objectifs proposés pour une stratégie américaine dans le domaine des télécommunications internationales, deux mentionnent la sécurité nationale:

«Assurer la libre circulation de l'information mondiale qui ne saurait souffrir de limitations si ce n'est au nom de la nécessité incontournable de préserver la sécurité nationale et la vie privée; assurer que le nécessaire développement de la sécurité nationale, du service public et des intérêts commerciaux des États-Unis se réalise en conformité avec le rôle de leadership des États-Unis dans le monde» (23).

Commentant ce rapport, un politologue britannique remarque fort justement que «...la question de la sécurité est sans doute le noeud du problème». Elle ne concerne pas seulement le libre flux de l'infor-

mation journalistique. Elle concerne surtout la circulation des marchandises et des technologies d'information. Or,

«...pendant longtemps la sécurité nationale a été conçue uniquement en termes d'intégrité territoriale, en termes spatiaux. Étant donné que la «révolution de l'information» est perçue comme une menace pour la structure même des sociétés, dans la mesure où elle affecte aussi bien leurs fondements idéologiques que leurs fondements sociaux, ces domaines deviennent des enjeux de sécurité nationale et les États sont autorisés à prendre des mesures préventives»<sup>(24)</sup>.

«Le conflit Est/Ouest remplace la politique de marché»<sup>(25)</sup>, notait en mai 1985 un expert allemand commentant la concurrence que se livraient le projet de création d'une Europe technologique (Eurêka) et le programme de recherche IDS (Initiative de défense stratégique) lancé par le président Reagan et repris sous le nom de «guerre des étoiles»<sup>(26)</sup>. Les stratégies militaires tendent donc à faire éclater le purisme théorique du néo-libéralisme. Il faut avoir bien peu de mémoire pour ne voir dans l'industrie de la communication et de l'information américaine qu'une machine à loisirs. Avec la mise en oeuvre de ce nouveau système de défense stratégique au moyen de satellites de détection et de satellites tueurs, de lasers de puissance et de canons électromagnétiques, de radars spatiaux et de systèmes spatiaux, de commandement, de communication et de contrôle en temps réel, c'est toute la genèse de l'industrie de l'information qui se rappelle à nous<sup>(27)</sup>. C'est la redécouverte du tripode industrie-défense-université sur lequel s'est édifiée la force de frappe économique américaine. C'est la certitude que l'État fédérateur a toujours un rôle capital à jouer. C'est aussi la certitude que dans les stratégies de sortie de crise par la haute technologie, le créneau le plus porteur de la filière électronique reste, malgré l'explosion médiatique, l'industrie de l'*electronic warfare*.

L'idée de «la sécurité nationale» vient à point nommé pour rappeler comment, dans les pratiques étatiques en matière de communication et d'information, se combinent efficacement deux logiques. La première renvoie à l'image d'un État fort, où les nouvelles technologies d'information permettent à la puissance étatique de renforcer ses appareils de sûreté intérieure et extérieure et de moderniser l'ensemble de son dispositif sécuritaire. La seconde met en avant l'image d'un État faible, en voie d'effacement, qui délègue de plus en plus de fonctions publiques à des acteurs privés.



À l'Est comme à l'Ouest, l'impératif de la sécurité tend à constituer une composante naturelle du dispositif de production et de diffusion internationales de l'information. Non seulement on assiste à une psychose généralisée de la guerre totale, mais l'accroissement à travers le monde de guerres régionales ou locales multiplie les territoires où il est difficile de discerner entre la rumeur et le fait.

À l'Est, l'occupation de l'Afghanistan par les troupes soviétiques a depuis décembre 1979 déréglementé à sa façon l'équilibre fragile des agences internationales de presse. De plus en plus, les journalistes et les reporters dépendent de ce qui est dorénavant repéré dans les dépêches sous l'euphémisme de «sources diplomatiques occidentales». L'information étant sous le contrôle des autorités militaires, les seules sources sur lesquelles peuvent s'appuyer les correspondants des grandes agences de presse internationales sont les informations qui transitent à travers le personnel des ambassades occidentales de Kaboul, en Afghanistan, d'Islamabad au Pakistan et de New Delhi. Comme le faisait remarquer en mai 1985 un journaliste de l'*International Herald Tribune*:

«...beaucoup de reporters dans le Sud asiatique ont appris à douter de toutes les informations fournies dans les notes régulières des ambassades par les diplomates occidentaux, en particulier celles des ambassades éloignées de l'Afghanistan»

Des exemples à l'appui:

«En novembre 1982, de sources diplomatiques occidentales on informait à New Delhi qu'un désastre monumental était survenu dans le tunnel Salang Pass qui franchit les monts Hindu Kush en Afghanistan du Nord. Sur la base de témoignages, il était affirmé que plus de 700 soldats soviétiques et 400 civils afghans étaient morts dans l'explosion et qu'au moins 2 700 personnes avaient dû être tuées. Mettant en avant le nombre de morts, l'événement reçut une large attention dans la presse internationale. Un mois plus tard, de sources diplomatiques occidentales, le nombre de morts se voyait réduit à 350»<sup>(28)</sup>.

Côté Ouest, en octobre 1983, lors de l'invasion de l'île de La Grenade, renonçant ouvertement à l'application du principe du libre flux de l'information, les autorités militaires américaines prirent unilatéralement la décision d'empêcher à la presse l'accès dans l'île. Pendant près d'une semaine, le Pentagone livra de nombreuses informations qu'elle s'empressa à l'occasion de démentir quelques jours plus tard <sup>(29)</sup>.

Les conflits en Amérique centrale offrent un exemple plus permanent. Combien d'informations internationales répétées de par le monde à travers les journaux, les télévisions, les radios, n'émanent-elles pas des émetteurs installés en Honduras, au Costa Rica ou à Belize avec le projet délibéré de se constituer en porte-paroles de la propagande contre le régime sandiniste du Nicaragua ou contre les mouvements de guérilla du Salvador? Ce panorama est encore plus compliqué depuis le lancement en Floride par le gouvernement américain de la nouvelle station de radio anticastriste, Radio Marti <sup>(30)</sup>, sous l'égide de la radio gouvernementale américaine, «La Voix de l'Amérique». Cette radio de propagande a vu le jour, en 1985, malgré les pressions du puissant lobby des radios commerciales des États-Unis qui craignait que ne soient interférées par La Havane, en guise de représailles, les longueurs d'ondes des stations privées installées dans le sud-est des États-Unis. Une fois de plus, le marché était télescopé par les batailles de propagande de la logique de la guerre, ici la guerre des ondes <sup>(31)</sup>.

L'exception confirme la règle, dira-t-on. Dans les sociétés libérales, se multiplient ces stratégies de crise, ces situations exceptionnelles de désinformation où les normes de la guerre psychologique prévalent sur l'application de la doctrine libérale de l'information. Au nom de la sécurité nationale, apparaissent de plus en plus, trouant la normalité libérale, des poches d'exception, où l'État infléchit le libre fonctionnement des lois du libre marché.

**Armand et Michèle MATTELART**  
 Université de Haute Bretagne  
 Rennes

## Notes

- (1) Sur la déréglementation des systèmes de communication aux États-Unis, voir pour une vision critique, D. Schiller, *Telematics and Government*, Norwood, N.J., Ablex, 1982; pour une vision nettement néo-libérale, voir I. de Sola Pool, *Technologies of Freedom*, Harvard University Press, Cambridge, M.A. 1983.
- (2) N. Wiener, *Cybernétique et société*, Paris, 10/18.
- (3) *Business Week*, 21 janvier 1985, p.61.

- (4) Cité dans P. Rolle, «Sidérurgistes à la découverte de l'Amérique», *Enjeu*, février 1985, p.31.
- (5) J. Riboud, «La gauche et le déclin de l'Europe», *Le Monde*, 26 février 1985, p.10.
- (6) «The New Corporate Elite», *Business Week*, 21 janvier 1985, p.63.
- (7) Depuis le succès commercial de *In Search of Excellence* (traduction française: *Le Prix de l'excellence*, Inter Editions, 1985), publié en 1982, de nombreux ouvrages sont venus éclairer les profils de ces nouveaux entrepreneurs. Voir notamment D. Quinn Mills, *The New Competitors*, John Wiley & Sons, 1984.
- (8) Voir l'ouvrage qui contient les résultats de cette étude pionnière: M. Pages, M. Bonetti, V. de Gaulejac, D. Descendre, *L'Emprise de l'organisation*, PUF, Paris, 1979.
- (9) «The Yuppie Who's Rewriting the Socialist Agenda», *Business Week*, 13 mai 1985, p.32. Sur la montée des soixante-huitards au pouvoir, cf H. Landier, «Les babyboomers au pouvoir», *Futuribles*, no 87, avril 1985; et l'ouvrage collectif *Cycles de vie et génération*, Economica, 1985.
- (10) Publicité signée par Jean-Louis Servan Schreiber à l'occasion du lancement du magazine *L'Entreprise*, «le magazine de ceux qui ont l'esprit d'entreprise», lancé conjointement par le groupe Expansion et Ouest-France. *Libération*, 6 mai 1985.
- (11) *Ibid.*
- (12) A. Mayer, entretien réalisé par J. Amalric et M. Lucbert, *Le Monde*, 30 octobre 1984, p.21.
- (13) Dossier sur le docudrame américain, introduit de S. Daney, *Les Cahiers du cinéma*, janvier 1981.
- (14) G.S. Becker, «How the Market Acted Affirmatively for Women», *Business Week*, 13 mai 1985, p.10.
- (15) Sur la genèse de cette doctrine, cf. H. Schiller, *Communication and Cultural Domination*, New York, M.E. Sharpe, White Plains, 1976, chapitre 2.
- (16) J. Halloran, *The Context of Mass Communication Research*, Paris, UNESCO, 1980.
- (17) US State Department Memorandum, William G. Harley, *Journal of Communication*, automne 1984, vol.34, no 4. Ce numéro

consacre un dossier aux réactions internationales face au retrait américain.

- (18) Sur ce point, voir la thèse présentée par C. Roach, *La position américaine sur le nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (1970-1983); le gouvernement, la presse et les groupes d'intérêts*, Université de Paris-VII, thèse présentée sous la direction d'A. Mattelart, 1985.
- (19) R. Lubar, «Reaganizing the Third World», *Fortune*, novembre 1981.
- (20) Sur ces revendications et leurs résultats, voir A. Mattelart, *Transnationals and the Third World, The Struggle for Culture*, Massachussets, Bergin & Garvey, 1983.
- (21) Accusant les groupes chrétiens des États-Unis en campagne contre les stratégies publicitaires des grandes firmes pharmaceutiques et agro-alimentaires dans les pays du tiers monde, d'être des marxistes déguisés, un représentant d'une grande transnationale pharmaceutique des États-Unis confiait à un journaliste de *Fortune*: «Ces activistes peuvent rendre un fier service aux entreprises car ils les aident à voir où se situent les défis sociaux. C'est ainsi que les marxistes manifestant sous la bannière du Christ peuvent aider le système de l'entreprise privée à s'adapter et à suivre. Même si c'est bien la dernière des choses qu'ils souhaitent». (dans Nickel, «The Corporations Haters», *Fortune*, 16 juin 1980, p.128).
- (22) D. Bell, «Communications Technology. For Better or for Worse», *Harvard Business Review*, mai-juin 1979.
- (23) *Long Range Goals in International Telecommunications and Information: an Outline for United States Policy*, Washington, US Government printing, 1983.
- (24) C. Podmore, dans *Telecommunications Policy*, mars 1985, p.80.
- (25) Cité par Pierre Drouin, «Multinationales, firmes de pointe?», *Le Monde*, 10 mai 1985, p.42.
- (26) Sur l'enjeu que représente la militarisation de l'espace, ainsi que son lien avec le développement des systèmes de communication, voir le dossier «L'espace, nouvelle frontière de l'empire américain», avec des articles de V. Mosco et H. Schiller, *Le Monde diplomatique*, mars 1984.
- (27) Nous ne développerons pas ce thème ici. Sur cette genèse, voir: A. Mattelart, *Multinationales et Systèmes de communication*, Anthropos, 1971; A. et M. Mattelart, *De l'usage des médias en*

*temps de crise*, Alain Moreau, G. Menahem, *La Science et le militaire*, Le Seuil, 1976. A. Jaubert et J.M. Levy-Leblond, *(Auto)critique de la science*, Le Seuil, 1976. Un ouvrage plus récent sur le thème est celui de H. Schiller, *Information and the Crisis Economy*, Norwood (N.J.), Ablex, 1984.

- (28) W. Claiborne, «From Foreign Embassies, Afghan News», *International Herald Tribune*, 18-19 mai 1985.
- (29) Voir P.M. Thivolet, «Les vertus de la désinformation», *Le Monde diplomatique*, décembre 1983. Une fondation indépendante nord-américaine, composée d'ex-militaires et d'anciens fonctionnaires, a publié en mai 1985 un rapport sur les relations entre la presse et l'armée. Ce document rédigé à la suite de l'invasion de la Grenade fait remarquer combien la décision unilatérale du Pentagone interrompt une tradition qui remonte à la Seconde Guerre mondiale. Jusqu'en octobre 1983, les décisions en matière d'information et de censure de presse avaient toujours été prises par les civils. C'est au président, en tant que commandant en chef de l'armée, et à ses conseillers civils qu'il incombait de réguler le rôle de la presse dans les conflits belliqueux. (Voir A.S. Jones, *New York Times*, «La presencia de periodistas en el frente de batalla es necesaria, según un informe independiente», *El País*, Madrid, 31 mai 1985, p.31).
- (30) Du nom du poète combattant de l'indépendance cubaine José Martí qui fonda, en exil, le parti révolutionnaire cubain et mourut à la tête de l'armée libératrice en 1895 lors de la bataille de Dos Rios. Avec une puissance de 50 kilowatts, Radio Martí fonctionnant sur ondes moyennes avec quatorze heures d'émission quotidienne en espagnol couvre toute l'île de Cuba.
- (31) La nécessité que coexistent désormais sur les réseaux traditionnels, comme sur les nouveaux réseaux, la logique de guerre et la logique du marché, se voit confirmée par les projets annoncés par l'United States Information Agency (USIA) qui exerce le contrôle sur «La Voix de l'Amérique». En novembre 1984, cet organisme officiel a posé sa candidature en vue d'acquiescer un canal sur un satellite commercial européen pour lancer Worldnet, un programme quotidien de deux heures de télévision. Son promoteur, conseiller spécial du président Reagan, n'a pas craint de présenter cette initiative comme «aussi importante pour l'Alliance atlantique que l'installation des missiles Pershing II en Europe». (Cité par J.F. Lacan, «Les États-Unis à l'assaut de la télévision européenne», *Le Monde*, 12 février 1985, p.18).